

Les notions de citoyenneté et d'urbanité dans l'analyse des villes du Monde arabe. Essai de clarification

ISABELLE BERRY-CHIKHAOUI

*Maître de Conférences, MTE-FRE 3027 du CNRS (nouvellement ART-Dev),
Université Paul-Valéry, Montpellier III
berry-chikhaoui.isabelle@neuf.fr*

Urbanité ou citoyenneté ?¹ Dans quelle mesure ces notions permettent-elles de décrire des réalités différentes propres aux villes ? Est-il pertinent de les maintenir toutes deux ? Ces questions ne sont pas vaines puisque ces notions co-existent encore aujourd'hui, avec des significations parfois différentes, parfois équivalentes, dans le champ de la géographie française et dans celui des études urbaines dans les pays du Sud. Plus encore, ces questions paraissent acquérir une pertinence toute particulière pour l'analyse des villes dans le Monde arabe.

La distinction entre urbanité et citoyenneté a été formalisée dans le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (J. Lévy et M. Lussault, 2003). Dix ans auparavant, le dictionnaire de référence de la géographie française, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, coordonné par Roger Brunet, Robert Ferras et Hervé Théry (1992), ignorait la « citoyenneté », tandis qu'une petite vingtaine de lignes étaient consacrées à l'« urbanité » comme « caractère de ce qui est urbain » ou encore, reprenant un sens commun, comme « civilité » : « ensemble de traits de comportements positifs, impliquant courtoisie, respect de l'autre, bonnes mœurs et usages » « que l'on assurait être le propre des citoyens par opposition aux habitants de la campagne » (pp. 498-499).

Dans le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, la notion d'urbanité trouve sa légitimité scientifique dans une perspective de théorisation de la ville (M. Lussault, 2000 b). « Caractère proprement urbain d'un espace », « l'urbanité procède du couplage de la densité et de la diversité des objets de société dans l'espace » (*Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, p. 966), ainsi que de la « configuration spatiale » de ce couplage. Selon l'intensité plus ou moins forte du couplage, les auteurs distinguent des niveaux d'urbanité correspondant à des « géotypes qui discriminent des sous-espaces urbains du « géotype central » (qui n'est pas forcément en position de centre géographique) jusqu'au « non-urbain »². Selon cette analyse, l'urbanité serait donc d'autant plus grande que la densité et la diversité « des objets de société » seraient fortes et leurs interactions importantes.

Quant à la citoyenneté, qui fait alors son entrée dans un dictionnaire spécialisé de géographie, elle renvoie aux pratiques et aux représentations des individus et des groupes, appréhendés comme des acteurs sociaux. Elle est « [...] une relation dynamique entre un acteur individuel (individuel au premier chef mais aussi collectif) et l'objet urbain. [...] La citoyenneté constitue un ensemble — très complexe et évolutif — de représentations nourrissant des pratiques spatiales, celles-ci en retour, par réflexivité, contribuant à modifier celles-là » (J. Lévy et

¹ Ce texte reprend et approfondit une communication faite dans le cadre de l'Atelier « Urbanité et vies citoyennes » (2002-2005), coordonné par Elisabeth Dorier-Apprill et Philippe Gervais-Lambony. Le travail de l'Atelier a donné lieu à la publication de l'ouvrage collectif ; cf. E. Dorier-Apprill et P. Gervais-Lambony (dir.), 2007.

² Se reporter aussi à J. Lévy, 1999 et à M. Lussault, 2000 a.

M. Lussault, 2003, p. 160). Selon Philippe Gervais-Lambony dans le *Vocabulaire de la ville* (2001), cette notion émerge dans les années 1990 dans plusieurs recherches sur les villes du Sud pour proposer une approche par les pratiques et les représentations des habitants. Parmi ces recherches, celles sur les villes du Monde arabe ont sans aucun doute participé à asseoir cette notion. Les apports des travaux sur les pratiques et les représentations des populations vivant en ville ont été formalisés dans un ouvrage collectif (1996) qui fait date, coordonné par Michel Lussault et Pierre Signoles, *La citoyenneté en questions*, lequel, avec d'autres travaux sur l'Afrique subsaharienne (P. Gervais-Lambony, 1994), a probablement facilité la diffusion de la notion et de l'approche qui lui est liée³. La parole est ainsi donnée à ceux qui habitent la ville (au sens de l'« habiter »), y compris aux plus pauvres d'entre eux, souvent en provenance des campagnes et habituellement considérés comme des non-citadins. La réflexion est orientée sur les rapports que les habitants construisent aux espaces urbains, sur leur citoyenneté (ou, selon les auteurs, leur urbanité), entendue ici comme relation dialectique entre les individus (y compris dans leurs appartenances collectives) et la ville, à différentes échelles spatiales et dans différents types d'espaces (quartiers centraux, périphériques, planifiés, non réglementaires, riches, populaires, etc.).

Dans la présente contribution, nous proposons de circonscrire notre réflexion au champ de l'analyse des villes dans le Monde arabe (en particulier du Maghreb). Quelle(s) signification(s) la notion de citoyenneté y recouvre-t-elle ? Dans quelle mesure coexiste-t-elle avec la notion d'urbanité ? Ces deux notions ont-elles des significations propres ou, dans certains cas, se recoupent-elles ? Et ont-elles toujours les mêmes significations d'une étude à l'autre ? Quelle pertinence y a-t-il à maintenir l'usage simultané de ces deux notions ? Et, si on le fait, quelle signification accorde-t-on à chacune ?

I. VARIATIONS SUR UN MÊME THÈME

La réponse à ces interrogations est loin d'être simple et entendue. En effet, les auteurs ne s'accordent pas sur le sens à donner à citoyenneté — quand ils emploient le terme —, pas plus d'ailleurs que sur urbanité. Pour certains, citoyenneté et urbanité peuvent revêtir le même sens, pour d'autres, ils ont des sens approchants et, pour d'autres encore, ils renvoient à des significations différentes. Pourquoi ce foisonnement de sens, ces tâtonnements dans les définitions pour aborder la vie en ville dans le Monde arabe ?

On peut noter en premier lieu que les distinctions qui sont établies ne renvoient généralement pas à la différence de sens entre urbanité et citoyenneté retenue dans le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Dans cet ouvrage, en effet, l'enjeu scientifique et heuristique est de différencier deux notions permettant d'une part de définir les espaces urbains, de les caractériser et d'analyser leur « production par des acteurs spatiaux », leurs « potentialités en termes de lien social »⁴ (l'urbanité), et, d'autre part, d'interroger la dimension spatiale de la construction des pratiques et des représentations sociales (la citoyenneté). Par contre, le débat relatif aux villes du Monde arabe est autre. Et, pour le comprendre, il importe de le resituer dans le contexte de la recherche sur les villes arabes dans les années 1980-1990. Ce contexte est celui d'un tournant scientifique avec le développement

³ Nous pouvons aussi renvoyer à ce sujet aux travaux sur les villes d'Amérique Latine qui s'inscrivent dans cette perspective de compréhension des villes à travers l'appréhension des pratiques et des représentations des populations résidant en ville, bien que certains auteurs parlent plutôt d'urbanité. Cf. J. Monnet et G. Capron (édit.), 2000.

⁴ Texte de lancement (2002) du Séminaire « Urbanité et vies citadines », organisé par E. Dorier-Apprill et P. Gervais-Lambony.

de travaux de plus en plus nombreux qui abordent les villes à travers des analyses fouillées et systématisées des pratiques et des représentations des habitants et qui considèrent ceux-ci, y compris les plus pauvres d'entre eux et les migrants d'origine rurale, comme des acteurs sociaux. Comment vivent-ils en ville, comment s'y inscrivent-ils socialement et spatialement, comment agissent-ils dans et sur l'espace, comment le qualifient-ils à travers leurs pratiques, y compris langagières, et leurs représentations, comment le parcourent-ils, s'y déplacent-ils, etc. ? Progressivement, la recherche se structure autour des notions d'habiter, de modèle d'habiter, d'appropriation de l'espace (F. Navez-Bouchanine, 1991, 1997, B. Florin, 1999), d'espace qualifié et de territoire (I. Berry-Chikhaoui, 1994, J.-C. Depaule, 1995), de territorialités (M. Chabbi, 1997, P. Signoles, 2005), d'initiatives populaires (F. Navez-Bouchanine, 1994), de compétences citoyennes, de co-fabrication de la ville (A. Deboulet, 1994, 2008, I. Berry-Chikhaoui et A. Deboulet, 2000), privilégiant une approche qualifiée par certains auteurs de « par le bas » ou de l'« entre-deux »⁵ lorsqu'il s'agit d'insister sur les interactions entre pratiques institutionnelles et pratiques habitantes dans la construction des citadinités.

Cette recherche qui interroge alors de plus en plus la vie citadine, dans sa diversité, et les actions des habitants sur la ville, s'inscrit en contrepoint de discours officiels (des politiques, des médias ou des professionnels de l'urbain) mais aussi scientifiques qui stigmatisent les habitants, en particulier les pauvres et ceux issus de l'exode rural — qui sont généralement les mêmes. Les auteurs de ces discours font porter aux habitants la responsabilité de tout ce qui leur apparaît comme et qu'ils qualifient de « dysfonctionnements » urbains : urbanisation anarchique, sous-intégrée, spontanée, goubification, ruralisation de la ville, économie informelle ou souterraine... Cette lecture impressionniste et normalisante de la ville peut se comprendre au regard du contexte d'urbanisation de bien des pays du Monde arabe. Les transitions urbaines y sont relativement récentes (à partir de la seconde moitié du XX^{ème} siècle) (R. Escallier, 1984, 1995, P. Fargues, 1995, J.-F. Troin, 1995) et se traduisent notamment par une croissance brutale de la population des principales villes, souvent plurimillénaires, sous la pression de l'exode rural. Paradoxalement, alors qu'on interroge, pour les gros bourgs ou les villes « champignons » du Golfe (A. Bourgey, 1985), le passage du rural à l'urbain (J. Métral, 1985, M. Lavergne et G. Duvingneau, 1995) en en recherchant les caractères d'urbanité et en questionnant la construction de modes de vie citadins, l'arrivée de ruraux dans les grandes villes ou les villes plurimillénaires est généralement analysée en terme de chaos ou de crise, voire de fin de la ville. La brutalité des transitions urbaines et des croissances démographiques des villes, en lien avec l'incapacité des autorités à faire face aux besoins nouveaux en logements, et consécutivement la densification et la paupérisation des médinas ou des « vieilles villes », l'apparition de bidonvilles, de quartiers illégaux parfois de meilleure facture mais démunis d'infrastructures et d'équipements, ont été analysées comme une menace pour des villes pétries d'urbanité et abritant un fonds de vieille culture citadine. Le regard et les interrogations ont alors porté plus sur la déstructuration (des sociétés et des économies traditionnelles, de la ville) que sur les processus, les logiques et les modalités de recompositions des sociétés urbaines et des territoires de la ville. À l'instar de ce qui peut être observé pour d'autres villes du Sud, cette approche s'est principalement fondée sur l'opposition migrant/citadin (P. Gervais-Lambony, 2001), le migrant étant d'ailleurs appréhendé comme un migrant rural et de surcroît récemment installé en ville. Ainsi, pour plusieurs villes (Tunis, Le Caire, Alger, Fès, Casablanca, etc.), on a longtemps considéré que

⁵ On réfère ici à la recherche coordonnée par Françoise Navez-Bouchanine entre 2002 et 2005 : *L'entre-deux des politiques institutionnelles et des dynamiques sociales. Mauritanie, Maroc, Algérie, Liban*, dans le cadre du Programme de recherche urbaine pour le développement (PRUD), financé par l'ISTED et le MAE. Ont participé à cette recherche I. Berry-Chikhaoui, A. Deboulet, B. Destremau, A. Hafiane, N. Lahbil-Tagemouati, P. Tanguy et M. Safar Zitoun.

le moteur des extensions périphériques non réglementaires était d'abord l'exode rural et mésestimé ainsi les processus de recomposition résidentielle au sein des agglomérations, selon un mouvement centripète d'habitants, certes d'origine rurale mais souvent anciennement installés en ville, voire de deuxième ou de troisième génération (M. Chabbi, 1986, P. Signoles, 1987).

Le foisonnement de sens donnés aux notions de citoyenneté et d'urbanité s'inscrit dans ce contexte d'une plus grande prise en compte des pratiques et des représentations des habitants des villes. Certes, au début des années 1980, Mohamed Naciri propose de réhabiliter la notion de citoyenneté pour mieux comprendre les transformations économiques, sociales et politiques des villes. Mais il le fait par une approche dont on peut penser qu'elle est marquée par une vision nostalgique, voire idéologique, de la ville « arabo-musulmane ». La citoyenneté y est définie à l'aune d'un modèle daté de société urbaine et de ville.

II. LA RÉFÉRENCE À UNE FORME HISTORIQUE DE CITOYENNETÉ

Suite à un colloque franco-britannique organisé à Londres en 1984, un numéro hors série des Fascicules d'URBAMA, centré sur « les citoyens, le contenu urbain et le processus d'urbanisation rapide » (J.-F. Troin, 1985, p. 1), se donne pour objectif d'éclairer « la ville arabe d'aujourd'hui, [...] complexe, diverse, éclatée, en pleine mutation », qui « ne peut plus être réduite au modèle de la cité musulmane [...] affectée par l'afflux des migrants, les poussées sociales, des courants culturels nouveaux, un contenu urbanistique singulièrement élargi ».

Dans cette livraison, Mohamed Naciri (1985) rappelle que les auteurs français de l'époque coloniale se sont intéressés à la vie des citoyens dans la perspective de « connaître la société dont on voulait s'assurer la maîtrise » (p. 40), dont, en premier lieu, la « société citadine ». Il écrit à ce propos : « Aussi (par exemple) tout écrit sur le Maroc se devait-il de faire une place plus ou moins grande à la description de la société citadine *fassie* » (de Fès) (p. 41). Il rappelle aussi les apports de Jacques Berque (1972) et d'André Adam (1968) à la connaissance de la citoyenneté dans leurs travaux sur Fès et Casablanca, aux lendemains de l'indépendance marocaine. L'approche du premier a été davantage tournée vers les manifestations de la citoyenneté (à Fès, mais aussi à Tunis et Alger), en particulier sa dimension islamique et son « ordre trifonctionnel », l'étude, le commerce et l'artisanat. Le second s'est plus particulièrement attaché à analyser comment la citoyenneté des vieilles cités a constitué un modèle dans la transformation des manières de vivre à Casablanca tout en composant avec la modernité occidentale.

De manière décalée dans cette première moitié des années 1980, Mohamed Naciri propose de renouer, dans cette première moitié des années 1980, avec cet intérêt pour la citoyenneté, dont les chercheurs des années 1970 s'étaient détournés pour des approches visant à apprécier « l'évolution quantitative des villes plus que les « transformations qualitatives de leur contenu » (p. 51). Pour cet auteur, la compréhension des transformations économiques, sociales et politiques des villes passe par la réhabilitation de la notion de citoyenneté. Il présente la « gestation » d'« une nouvelle citoyenneté » ou de « nouvelles urbanités dans une ambiance de crise sociale et économique, de remise en cause des stéréotypes, et de désenchantement » (pp. 58-59), et invite à interroger les recompositions socio-culturelles, politiques et spatiales des villes non seulement dans leurs manifestations mais aussi dans leurs mécanismes. Néanmoins, l'auteur refuse de qualifier de « citoyens » les « nouveaux » habitants des villes, réservant ce terme aux seuls citoyens de souche. « L'un des paradoxes, écrit-il, de l'urbanisation intense que connaît aujourd'hui le Maroc réside dans le fait que plus la

population des villes augmente, plus le nombre de citadins tend à baisser. Les citadins vivent quotidiennement cette réalité dans les vieilles cités marocaines. Leur impression d'être *submergés* n'est pas surfaite ; elle correspond à l'irruption continue de la population rurale dans des centres urbains du pays [...]. Dans la vieille médina de Fès qui fut la Cité par excellence, le pourcentage de la population née à Fès même est de 40 % seulement, en 1976. L'urbanisation accélérée de la dernière décennie [...] a accentué la tendance de ce qu'on appelle la *ruralisation* des centres urbains » (p. 39)⁶.

Les changements produits par l'exode rural et l'intensification de l'urbanisation, à partir du XX^{ème} siècle, sont décrits par M. Naciri comme une rupture dans l'ordre de la « cité ». « Les réminiscences culturelles de l'ordre citadin ne sont qu'un cadre sans signification pour les nouveaux venus dans la ville qui n'est plus "cité" » (p. 49). Cette rupture est théorisée à travers l'utilisation des notions de « cité », « citadin », « société citadine », « citadinité » d'une part et d'« urbanisation », « urbain », « société urbaine », « urbanité » d'autre part, oppositions qui ne vont pas sans rappeler le débat français, dans les années 1990, sur la fin du modèle de la ville européenne, l'avènement du « règne de l'urbain et la mort de la ville », selon F. Choay (1994, 2006)⁷.

La notion de citadinité est attachée ici à un modèle daté de citadinité, celui de la « ville arabo-musulmane », et, plus précisément encore et de manière sensiblement plus restrictive, à l'une des formes de citadinité présente dans la ville de la fin du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème} siècle. On peut noter ici le fort impact des analyses de Jacques Berque pour lequel « une famille est citadine dans la mesure où elle est représentée dans les trois activités de la cité » : l'étude, l'artisanat et le négoce (J. Berque, 1974, p. 129). D'autres travaux ont cependant montré la plus grande diversité de la société citadine au tournant du XX^{ème} siècle, et invitent à réfléchir sur la dimension plurielle de la citadinité, sur les citadinités en co-présence et dans leurs rapports aux diverses formes de peuplement de la ville (M. Ben Achour, 1989 et 1996). Ils révèlent des sociétés urbaines fortement hiérarchisées par les métiers : métiers considérés comme « nobles » (tissage de la soie, orfèvrerie, fabrication des chéchias, métiers liés à l'étude et au savoir religieux) et métiers considérés comme « vils », mais qui n'en participaient pas moins pleinement à l'économie et à l'animation citadines (vendeurs de légumes, bouchers, fabricants de beignets, forgerons, teinturiers...). Ces métiers n'étaient pas exercés par les mêmes familles et définissaient, dans les représentations collectives, deux catégories d'habitants : les « citadins » d'une part, *beldi* à Tunis, *fassi* à Fès, *sanaai* à Sanaa..., exerçant les métiers nobles et, d'autre part, les communautés « allogènes » (*barrani* à Tunis) (G. Marty, 1948).

La conception développée par Mohamed Naciri oscille ainsi entre une position essentialiste de la citadinité et une approche en termes de processus. D'un côté, on est (on naît) citadin quand on appartient à une famille « engoncée » dans la cité, tandis que les autres habitants,

⁶ Dans cette citation, les termes mis en italique sont ceux soulignés par Mohamed Naciri ; ceux mis en gras le sont par moi-même, I. B.-C.

⁷ Pour F. Choay, « le procès d'urbanisation de l'Europe » à partir des années 1960 se fait « contre la ville » et contre « l'urbanité », attachée à la densité et à l'échelle locale. Toutefois, ce ne sont pas les mêmes causes qui sont avancées dans l'analyse de la « fin » des villes dans le Monde arabe et en Europe. Pour la ville européenne, c'est la dispersion, l'étalement, la déconcentration, et la perte qui leur a été associée de l'« échelle humaine », qui caractérisent la « désagrégation de la ville », en lien avec le développement des transports et des communications à distance. Cette dimension de l'étalement et du « mitage » des campagnes (urbanisation diffuse et éclatée) est présente dans les travaux sur les villes arabes, mais le « choc » d'une urbanisation intensifiée a été en premier lieu vécu comme une « submersion » (subversion) par des populations rurales. En France, la ville dense continue d'être considérée comme un modèle et les espaces périurbains, bien que réhabilités à travers la notion de « ville émergente » (G. Dubois-Taine et Y. Chalas [dir.], 1997), restent aujourd'hui encore largement disqualifiés, en particulier par les urbanistes (M.-C. Jaillet, 2004).

qualifiés de nouveaux venus/résidents, et d'abord identifiés à travers leur origine rurale, peuvent éventuellement — et au mieux — devenir de « vrais urbains ». D'un autre côté, en termes de processus, l'auteur évoque bien, à propos de ces nouveaux résidents, leur « insertion dans la société urbaine » ou leur « intégration urbaine » (p. 55), mais cette « intégration » est principalement mesurée à partir de critères renvoyant aux caractéristiques et au fonctionnement des sociétés citadines traditionnelles : capacité à se « représenter la totalité de l'espace urbain », d'en identifier les repères et les « recoins les plus cachés », « possibilité de reconnaître les gens rencontrés, de les situer socialement, de savoir à quelles familles, corps de métier ou factions ils appartenaient, à quelle zaouïa⁸ et quel était le degré de prestige et de considération dont ils jouissaient parmi leurs pairs et l'ensemble de la population » (p. 57). La question du temps nécessaire aux apprentissages est également posée. « Par quels processus, par quel encadrement institutionnel, réseaux de pouvoir ou de parenté, dans quel contexte culturel et au bout de quelle durée devient-on plus qu'un résident dans une ville, quelqu'un qui s'identifie à elle et à la société qui la sous-tend ? » (p. 40). La réponse renvoie ici aussi au fonctionnement de la ville traditionnelle ou à ce qui en est écrit : « Auparavant dans une société stable, l'intégration à la société urbaine se faisait au bout de deux générations » (p. 58).

Par ailleurs, même si l'hypothèse d'un processus est formulée, l'« intégration » n'en est pas moins déclinée seulement en « mécanismes d'adaptation », « comportements de compensation », « types d'aspirations », « conditions d'activité et de logement qui facilitent ou contrarient la transformation des ruraux en vrais urbains » (p. 40). C'est un simple rapport d'extériorité à la ville qui est donc ici envisagé et non une relation dialectique entre « des individus et l'objet urbain », pour reprendre la définition de la citadinité formalisée dans le *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*. Une relation dialectique qui indiquerait que la ville est un organisme mouvant et changeant et que ses habitants, quelles que soient leur appartenance sociale, leur origine géographique et leurs conditions d'habitat et de travail, en sont des acteurs.

L'enjeu de se défaire d'une vision normative de la citadinité a été formalisé par Rachid Sidi Boumedine (1996). Pour sortir de la confusion qui pèse sur la notion de citadinité, très fortement attachée aux systèmes de construction identitaire et de représentation de l'altérité dans des villes pétries d'urbanité, bousculées par des vagues migratoires et abritant d'anciennes familles citadines (I. Berry-Chikhaoui, 1994), cet auteur propose de réserver cette notion, qui renvoie en premier lieu à une catégorie d'acteur, à l'analyse des constructions identitaires, à la compréhension des manières *d'être de la ville* — et, donc, des systèmes de représentations —, plutôt que des manières *d'être dans la ville*, définies, quant à elles, comme urbanité.

III. SE CONSTRUIRE DANS L'ESPACE COMME CITADIN ET AGIR DANS ET SUR LA VILLE

Dans nos premiers travaux sur Tunis (I. Berry-Chikhaoui, 1994, 1996), notre interrogation a porté sur les pratiques et les représentations des habitants d'un quartier ancien de la ville (le faubourg Sud de la médina⁹), essentiellement issus de l'exode rural, en provenance du Sud ou de l'Ouest de la Tunisie. En nous fondant sur les apports théoriques de la géographie sociale

⁸ Édifice construit autour du tombeau d'un saint ou d'une sainte, donnant lieu à des visites et éventuellement à des pèlerinages pour les saint(e)s les plus renommé(e)s.

⁹ 80 hectares environ, 30 000 habitants en 1984 — date qui était celle du dernier recensement dont j'ai pu disposer pour ma thèse de doctorat — et 45 000 en 1975.

(M.-J. Bertrand, 1978 ; A. Frémont, J. Chevalier, R. Héryn et J. Renard, 1984)¹⁰, nous sommes partie de l'hypothèse que ces pratiques et ces représentations se construisaient dans des interactions avec la ville et les autres citoyens, à différentes échelles : le logement, la rue, le voisinage, le quartier, la médina, le centre-ville, l'agglomération. Une de nos orientations a été de comprendre dans quelle mesure et comment ces interactions construisaient des territoires collectifs, et quelle était la part des héritages, notamment de la mémoire urbaine, dans ces constructions. Cette approche a constitué le point de départ d'une remise en cause de l'idée de ruralisation de la ville. Elle a permis d'observer que les habitants de ce faubourg, alors même qu'ils étaient généralement ramenés — par nombre de chercheurs et par les acteurs institutionnels de la gestion urbaine — à leur stricte origine rurale, y compris lorsqu'ils appartenaient aux deuxième et troisième générations, nées en ville, construisaient des pratiques et des représentations certes renouvelées mais intégrant des héritages de la ville de Tunis tout en se les appropriant, en faisant leur la mémoire de la ville (S. Didier, I. Berry-Chikhaoui, B. Florin et P. Gervais-Lambony, 2007) et certains de ses usages, et en les reformulant.

L'idée de ruralisation participe d'une vision normative et idéologique de la ville dans le Monde arabe, selon laquelle, en dehors des individus dont les familles sont « engoncées » dans la cité, il n'y a pas de citoyens. Or cette idée revient, en premier lieu, à considérer le migrant comme figé à un moment donné de son parcours et, donc, à nier sa capacité à construire de nouvelles expériences, en situation, c'est-à-dire en interaction avec d'autres individus, d'autres groupes et avec les espaces de la ville — des petits aux grands espaces. Ces expériences sociales et spatiales s'articulent aux apprentissages liés à la socialisation primaire et peuvent les moduler. En second lieu, cette même idée nie la capacité des nouveaux habitants à construire des savoirs et savoir-faire, des pratiques et des représentations liés à la ville et à la vie en ville, tout en les renouvelant. Autrement dit, elle refuse de considérer qu'ils ont une capacité à construire, à développer ou à actualiser des compétences que l'on pourrait qualifier de citoyennes, mais qui sont d'abord les compétences, pratiques et cognitives, de tout acteur social (I. Berry-Chikhaoui et A. Deboulet, 2000). Elle nie également la capacité du migrant à se construire comme « "sujet moderne", c'est-à-dire agissant et se représentant le monde de manière multiraciale ». Or, selon Michel Lussault (2000 b, p. 20), « il existe *plusieurs instances*, complémentaires et conflictuelles au sein d'un même être humain, celui-ci devant *composer* avec cette diversité, qui *informe* toute expérience en même temps qu'elle *résulte* de l'expérience ». Enfin, l'idée de ruralisation nie la multiplicité des appartenances et des identités : individuelles et collectives, liées au village d'origine, à la ville, au quartier, etc., et la capacité à jouer avec ces appartenances. Sur d'autres terrains, Alain Tarrus (2001) parle d'« individus [...] qui bricolent, précisément à partir de leurs expériences circulatoires, des identités métisses entre univers proches et lointains, transnationaux souvent [...] », « l'être d'ici, l'être de là-bas, l'être d'ici et de là-bas à la fois ».

La ruralisation constitue donc un non-sens théorique. En la remettant en cause, la notion de citoyenneté, entendue comme rapport actif et interactif entre individus et espaces, interroge les effets d'acculturation (I. Berry-Chikhaoui, 1994) ou, plus précisément, les effets de « métissage », y compris chez les personnes « *a priori* définies comme marginales, spatialement et économiquement et en termes d'accès ou de droit à la ville » (P. Gervais-Lambony, 2001), ainsi que l'observe Virginie Baby-Collin dans son étude comparée des *barrios* de Caracas (Vénézuéla) et des *villas* d'El Alto de La Paz (Bolivie) (2000 a et 2000 b). Ces effets de métissage fondent le(s) contenu(s) de la citoyenneté et en déterminent les manifestations.

¹⁰ Sur les débats actuels de la géographie sociale, on pourra se reporter à R. Séchet et V. Veschambre (dir.), 2006.

Les travaux au long cours de Françoise Navez-Bouchanine ont largement participé à la structuration du champ de la recherche urbaine dans le Monde arabe, en privilégiant une approche fine des modes d'habiter. Ce faisant, ils ont contribué à la remise en cause de la vision normative et idéologique de la ville et de la citoyenneté. Pour autant, cet auteur n'utilise pas cette notion et lui préfère celle d'urbanité, qu'elle considère sans doute mieux inscrite dans le champ de la sociologie urbaine.

En 1991, dans une livraison de la revue *Espaces et Sociétés* intitulée « Succès de la ville, crise de l'urbanité », F. Navez-Bouchanine s'appuie sur des observations entamées dès la deuxième moitié des années 1970 pour s'inscrire en faux contre l'orientation donnée au numéro. Le titre même de son article, « Modèle d'habiter et crise de l'urbain », inverse les données du problème. S'il y a crise, écrit-elle, elle n'est pas de l'urbanité. En interrogeant et en observant les continuités et les changements sociaux qui fondent les pratiques d'appropriation de l'espace, l'auteur remet en cause toute vision dichotomique de la société urbaine marocaine, son appréhension en termes de « choc » ou de « compétition entre modèles (par exemple entre modèle rural et modèle citadin) » (F. Navez-Bouchanine, 1991, p. 106) ou encore entre modèle traditionnel et modèle occidentalisé. Elle observe en revanche des formes de régulation forte grâce à l'articulation ou l'ajustement de valeurs et de pouvoirs traditionnels (patriarcal) à des valeurs et des pouvoirs nouveaux (économiques et/ou intellectuels), impliquant certaines formes d'innovation ou d'invention dans les pratiques et l'appropriation des formes urbaines. En revanche, la crise est pour l'auteur une crise de l'urbain en raison du rythme de croissance de la population des villes, de l'étalement de ces dernières et de sa difficile maîtrise par la puissance publique, ainsi que des inégalités dans la répartition des équipements publics et de l'offre étatique de gestion. De là découlerait, selon elle, une crise qu'elle analyse cette fois en termes politiques de « droit à la ville » (p. 106), un droit revendiqué par des habitants qui exprimeraient ainsi une même volonté de vivre dans un « quartier achevé, intégré, urbanisé » (p. 103), y compris par ceux les plus récemment arrivés en ville. La problématique du « droit à la ville » ou de « la conquête de droits urbains élémentaires » (A. Deboulet, 1994 et 1996) émerge ainsi de travaux qui questionnent la vie citadine et se détachent donc d'une vision stigmatisante des citadins pauvres. Elle trouve un prolongement dans des recherches plus récentes sur les effets sociaux des politiques urbaines, impulsées là encore par Françoise Navez-Bouchanine — au travers par exemple des travaux qu'elle a conduits sur l'évaluation des politiques d'intervention sur les bidonvilles au Maroc (2002 a) —, ou encore dans celles portant sur les effets sociaux des politiques de relogement en Algérie (M. Safar Zitoun et A. Hafiane, 2004). Dans le même sillon, les recherches d'Agnès Deboulet et Mona Fawaz sur les autoroutes urbaines à Beyrouth (2004) et au Caire (A. Deboulet, 2004), ainsi que nos propres travaux sur le projet urbain de l'« Avenue Royale » dans un quartier ancien et central de Casablanca (F. Navez-Bouchanine et I. Berry-Chikhaoui, 2005) montrent les liens forts qui existent entre les rapports que les habitants ont construit aux lieux (leur citoyenneté ou leur urbanité) et leur engagement, leur organisation, leurs revendications et contestations pour faire valoir leurs droits. Les revendications des populations pour un accès à ce qui fait ville à leurs yeux, ou, autrement dit, à ce qui fait « le caractère proprement urbain d'un espace » (son urbanité), ne peuvent faire ignorer qu'elles luttent aussi pour la reconnaissance de leur statut de citoyen et de leur citoyenneté — entendue comme manières d'« être dans et de la ville ».

À l'instar de ce que Philippe Gervais-Lambony observe dans d'autres villes du Sud, ces revendications peuvent être considérées comme « une forme de participation politique à la vie de la cité. Le lien entre citoyenneté et citoyenneté est certain, ou plutôt le pas de l'une à l'autre est facile à franchir. Dans ce sens, la citoyenneté peut même être définie comme « une forme de citoyenneté qui n'a d'ailleurs [...] pas besoin d'un système politique démocratique pour se développer [...] » (2001, p. 102). Il semble bien que sur ces questions particulières de

mobilisations citoyennes, de revendications, la distinction entre urbanité, citoyenneté et citoyenneté prennent tout leur sens. La citoyenneté renverrait ainsi aux manières d'habiter et à la construction des identités, l'urbanité aux dimensions matérielles et symboliques de l'espace, aux qualités le définissant comme urbain (y compris et **surtout** dans les représentations sociales) ; quant à la citoyenneté, au-delà d'une définition strictement politique ou juridique en termes de statut, de droits et de devoirs, elle référerait plutôt aux formes d'engagement, de recherche de reconnaissance, de revendications et de prises de parole, dans et pour l'espace¹¹, bien souvent dans le sens d'une plus grande justice spatiale¹².

La notion d'appropriation, fortement mobilisée dans les approches qui interrogent la vie citadine dans les villes arabes (F. Navez-Bouchanine, 1997, B. Florin, 1999, N. Semmoud, 2001), apparaît ainsi fondamentale dans la compréhension de la citoyenneté parce qu'elle substitue « une réalité en train de se faire à un contenu fixé et pris comme étalon » (F. Navez-Bouchanine, 1996, p. 104). Elle permet de dépasser non seulement l'idée de ruralisation mais aussi celle d'intégration, qui dénote tout autant une vision normative renvoyant, dans les travaux sur les villes du Monde arabe, soit au modèle mythifié de la ville historique et à un critère d'ancestralité urbaine, soit au modèle de la ville légale et planifiée. L'habitant, y compris dans ses pratiques ordinaires, est bien co-acteur de la ville ; celle-ci ne constitue en aucun cas un système fermé et figé dans le temps, extérieur aux habitants, mais se transforme en interaction avec eux. L'idée d'un rapport actif et interactif entre ville et habitants remet en cause celle d'une graduation de la citoyenneté — c'est-à-dire celle d'habitants qui seraient plus ou moins intégrés à la société urbaine et à la ville. Cette idée de graduation demeure néanmoins plus ou moins prégnante dans la manière dont la notion de citoyenneté est convoquée dans l'analyse des villes du Monde arabe et, d'une manière plus générale, dans l'analyse des villes du Sud. C'est ainsi que Philippe Gervais-Lambony invite à parler de « degrés de citoyennisation » (2001, p. 104). L'une des manières la plus partagée de rendre compte de cette graduation dans les analyses des villes du Monde arabe est la mobilisation du terme de néo-citadin plutôt que de citadin (J.-M. Miossec, 2000¹³, I. Berry-Chikhaoui, 1994). Certes, ce terme marque une avancée par rapport à une vision dichotomique de la ville et aux analyses se fondant sur l'opposition citadin/migrant, mais il nous semble minimiser la relation dialectique entre individu et espace. À partir de quel moment, en effet, devient-on citadin ou acquiert-on les qualités de citadin ? Quels sont les critères pertinents pour définir ce moment ? À partir de quel modèle de citoyenneté et de ville qui serviraient de référence ? Et qui définit ces critères ? Ne risque-t-on pas de retomber dans une définition normative de la citoyenneté ? La ville ne modèle-t-elle pas le citadin autant que celui-ci participe à la fabrique urbaine ? La citoyenneté, nous semble-t-il, n'est pas seulement « une forme d'inscription à la fois dans l'espace et le social urbains » (P. Gervais-Lambony, 2001, p. 105), mais elle renvoie aussi à des pratiques et des représentations « organisatrices » (pour reprendre le terme de Michel de Certeau, 1990) qui construisent la ville, ses usages et ses significations ; la ville qui, en retour,

¹¹ Ces réflexions sont conduites dans le cadre de notre participation actuelle à un programme de recherche « La rénovation urbaine entre enjeux citoyens et engagements citoyens », coordonné par A. Deboulet, École d'architecture de Paris-La Villette-IPRAUS, dans le cadre de la Consultation de recherche du PUCA « La citoyenneté urbaine. Formes d'engagement et enjeux de solidarité ».

¹² Se reporter au Colloque « Justice et injustice spatiales », 12, 13 et 14 mars 2008, Université Paris X-Nanterre. Comité d'organisation : F. Dufaux (Mosaïques-UMR LOUEST, Université Paris X-Nanterre), P. Gervais-Lambony (Gecko, Université Paris X-Nanterre), S. Lehman-Frisch (Mosaïques-UMR LOUEST, Université de Cergy-Pontoise-IUFM de Versailles), S. Moreau (Gecko et Laboratoire Analyse Comparée des Pouvoirs, Université Paris Est), M. Rubin (CUBES, University of the Witwatersrand, South Africa). Site internet : www.justice-spatiale-2008.org.

¹³ 2000 est l'année où le texte de Jean-Marie Miossec a été publié. La communication dont il est tiré a toutefois été présentée lors de la Conférence *Retail environments in developing countries*, tenue à l'Université de Glasgow du 4 au 6 septembre 1987.

fait le citoyen à travers ses usages et ses héritages (I. Berry-Chikhaoui, 1996). La relation n'est donc pas à sens unique, de la ville vers le citoyen, équivalant à une intégration des nouveaux venus par la ville et la société urbaine ; la citoyenneté renvoie bien à un processus, mais un processus de co-construction de la ville et du citoyen. Aussi, plutôt que de parler de niveaux de citoyenneté ou de degrés de citoyennisation, nous préférons l'idée d'une citoyenneté plurielle ou de citoyennetés dans la ville (I. Berry-Chikhaoui, 1996), sans que cela se traduise pour autant par une société urbaine fragmentée (F. Navez-Bouchanine, 2002 b). Ce qui paraît important, c'est bien de regarder les interactions entre espaces et individus, d'appréhender la construction des identités territoriales, la place des (nouveaux) lieux de vie dans cette construction, à différentes échelles (le quartier, la ville, l'agglomération, ...), les adaptations certes, mais aussi, au-delà, les transformations, les innovations, le renouvellement des pratiques à partir des héritages, les recompositions territoriales, les effets de contact entre populations de différentes origines et catégories sociales, etc., le tout dans le but d'identifier et d'analyser des appropriations, des jeux entre des valeurs ou des normes qui s'enracinent diversement, des métissages, ainsi que les compétences qui s'y construisent, s'y actualisent ou s'y renforcent.

BIBLIOGRAPHIE

- Adam A., 1968, *Casablanca. Essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident*, Paris, Éd. du CNRS, 2 tomes, 895 p.
- Baby-Collin V., 2000 a, *Marginaux et citoyens. Construire une urbanité métisse en Amérique latine. Étude comparée des barrios de Caracas (Vénézuéla) et des villas d'El Alto de La Paz (Bolivie)*, Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Toulouse 2-Le Mirail, 620 p.
- Baby-Collin V., 2000 b, « Les marges et la ville, à Caracas et La Paz », pp. 115-147, in Monnet J. et Capron G. (éd.), *L'urbanité dans les Amériques : les processus d'identification socio-spatiale*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 220 p.
- Ben Achour M., 1989, *Catégories de la société tunisoise dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle*, Tunis, Institut National d'Archéologie et d'Art, 542 p.
- Ben Achour M., 1996, « Le baldi et les autres : une citoyenneté ou des citoyennetés à Tunis », pp. 73-79, in Lussault M. et Signoles P. (dir.), *La citoyenneté en questions*, Tours, URBAMA, Fascicule de Recherches n° 29 et MSV, coll. « Sciences de la ville », n° 13.
- Berque J., 1972, « Fès ou le destin d'une médina », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Paris, L1, pp. 5-32.
- Berque J., 1974, « Médinas, villeneuves et bidonvilles », pp. 118-161, in Berque J., *Maghreb, histoire et sociétés*, Gembloux, Duculot et Alger, SNED.
- Bertrand M.-J., 1978, *Pratique de la ville*, Paris, Masson, 210 p.
- Berry-Chikhaoui I., 1994, *Quartier et sociétés urbaines. Le cas du faubourg sud de la médina de Tunis*, Thèse de Doctorat en Géographie sous la dir. de P. Signoles, Université François-Rabelais de Tours, 652 p.
- Berry-Chikhaoui I., 1996, « Devenir citoyen et (ré)inventer la ville : l'exemple des habitants du faubourg sud de Tunis », pp. 129-140, in Lussault M. et Signoles P. (dir.), *La citoyenneté en questions*, Tours, URBAMA, Fascicule de Recherches n° 29 et MSV, coll. « Sciences de la ville », n° 13.
- Berry-Chikhoui I. et Deboulet A. (dir.), 2000, *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala, 406 p.
- Bourgey A., 1985, The Recent Growth of the Gulf Emirates Cities, pp. 171-181, in *Citoyens, Villes, Urbanisation dans le Monde arabe aujourd'hui [Townsmen, Cities, Urbanization in the Arab World today]*, Tours, URBAMA, Fascicule de Recherches hors série, 181 p.

- Brunet R., Ferras R. et Théry H., 1992, *Les Mots de la Géographie, dictionnaire critique*, Paris, Reclus-La Documentation Française, 470 p.
- Certeau (de) M., 1990, *L'invention du quotidien. Arts de faire*, Paris, Folio, coll. « Essais », 357 p.
- Chabbi M., 1986, *Une nouvelle forme d'urbanisation à Tunis. L'habitat spontané périurbain*, Thèse de Doctorat en Urbanisme et Aménagement, Université de Paris Val-de-Marne, IUP, 436 p. + annexes.
- Chabbi M., 1997, « Évolution du Grand Tunis, territorialités et centralité », pp. 257-269, in Naciri M. et Raymond A. (dir.), *Sciences sociales et phénomènes urbains dans le monde arabe*, Actes du colloque de l'ALMA, 1994, Casablanca, Fondation du Roi Abdul Aziz Al Saoud pour les Études Islamiques et les Sciences Humaines, 299 p.
- Choay F., 1994, « Le règne de l'urbain et la mort de la ville », pp. 26-35, in Dethier J. et Guiheux A. (dir.), *La ville, art et architecture en Europe, 1870-1993*, Paris, Centre Georges Pompidou, 467 p.
- Choay F., 2006, « Le règne de l'urbain et la mort de la ville », pp. 165-198, in Choay F., *Pour une anthropologie de l'espace*, Paris, Seuil, 211 p.
- Deboulet A., 1994, *Vers un urbanisme d'émanation populaire. Compétences et réalisations des citadins. L'exemple du Caire*, Thèse de Doctorat en Urbanisme sous la dir. de J.-P. Frey, Paris, Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris XII Val-de-Marne, 729 p.
- Deboulet A., 1996, « Devenir citadin ou partir à la conquête des droits urbains élémentaires : exemples tirés de faubourgs récents au Caire », pp. 141-157, in Lussault M. et Signoles P. (dir.), *La citadinité en questions*, Tours, URBAMA, Fascicule de Recherches n° 29 et MSV, coll. « Sciences de la ville », n° 13.
- Deboulet A., 2004, « Quand le global fait mal : le périphérique du Caire », Paris, *Urbanisme*, n° 336, pp. 37-38.
- Deboulet A., 2008, *Reconstructions urbaines et construction des compétences. Vulnérabilités et implications des citadins dans les villes internationales*, HDR de Sociologie, Université Louis-Lumière de Lyon II, 316 p.
- Deboulet A. et Fawaz M., 2004, « Entre reconstruction et dé-construction, la négociation locale des projets à Beyrouth », *Urbanisme*, n° 336, Paris, pp. 34-36.
- Depaule J.-C., 1995, « L'anthropologie de l'espace », pp. 17-74, in Castex J., Cohen J.-L. et Depaule J.-C., *Histoire urbaine, anthropologie de l'espace*, Paris, Éd. du CNRS, 136 p.
- Didier S., Berry-Chikhaoui I., Florin B. et Gervais-Lambony P., 2007, « Mémoires », pp. 209-231, in Dorier-Apprill E. et Gervais-Lambony P. (dir.), *Vies citadines*, Paris, Belin, 266 p.
- Dorier-Apprill E. et Gervais-Lambony P. (dir.), 2007, *Vies citadines*, Paris, Belin, coll. « Mappemonde », 266 p.
- Dubois-Taine G. et Chalas Y. (dir.), 1997, *La Ville émergente*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 284 p.
- Escallier R., 1984, *Citadins et espace urbain au Maroc*, Tours, URBAMA, Fascicules de Recherches n° 8 et 9, 407 p.
- Escallier R., 1995, « Populations et systèmes migratoires du Monde arabe », pp. 179-213, in Troin J.-F. (coord.), *Maghreb, Moyen-Orient, Mutations*, Paris, SEDES, 348 p.
- Fargues P., 1995, « L'urbanisation du Monde arabe : un éclairage démographique », *Revue Égypte/Monde arabe*, n° 22, Le Caire, CEDEJ, pp. 43-62.
- Florin B., 1999, *Itinéraires citadins et territorialités dans une métropole du Monde arabe : Le Caire*. Thèse de Doctorat en Géographie sous la dir. de P. Signoles, Université François-Rabelais de Tours, 566 p.
- Frémont A., Chevalier J., Hérin R. et Renard J., 1984, *Géographie sociale*, Paris, Masson, 387 p.
- Gervais-Lambony P., 1994, *De Lomé à Harare : le fait citadin*, Paris, Karthala, 480 p.
- Gervais-Lambony P., 2001, « La citadinité, ou comment un mot peut en cacher d'autres... », pp. 92-108, in E. Dorier-Apprill (dir.), *Vocabulaire de la ville. Notions et références*, Paris, Éd. du Temps, 191 p.

- Jaillet M.-C., 2004, « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », Paris, *Esprit*, n° spécial [La ville à trois vitesses : gentrification, relégation, périurbanisation], mars-avril, 3-4, pp. 40-62.
- Lavergne M. et Duvigneau G., 1995, « Monde arabe, le retour du local », *Peuples méditerranéens*, n° spécial 72-73, Paris, 337 p.
- Lévy J., 1999, *Le tournant géographique. Penser l'espace pour lire le monde*, Paris, Belin, coll. « Mappemonde », 400 p.
- Lévy J. et Lussault M. (dir.), 2003, *Dictionnaire de la Géographie et de l'Espace des Sociétés*, Paris, Belin, 1034 p.
- Lussault M., 2000 a, « La ville des géographes », pp. 21-35, in Paquot T., Lussault M., Body-Gendrot S., *La ville et l'urbain, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 442 p.
- Lussault M., 2000 b, « Action(s) ! », pp. 11-36, in Lévy J. et Lussault M. (dir.), *Logiques de l'espace, l'esprit des lieux. Géographies à Cerisy*, Paris, Belin, coll. « Mappemonde », 352 p.
- Lussault M. et Signoles P. (dir.), 1996, *La citoyenneté en questions*, Tours, URBAMA, Fascicule de Recherches n° 29 et MSV, coll. « Sciences de la ville », n° 13, 157 p.
- Marty G., 1948, « Étude sur les Musulmans allogènes à Tunis : Tunisiens, Algériens, Tripolitains », *Bulletin de l'Institut des Belles Lettres Arabes*, Tunis, t. XII, pp. 159-188.
- Métral J., 1985, « L'émergence des petites villes dans la moyenne vallée de l'Oronte en Syrie centrale. Questions de méthode », pp. 115-124, in *Citadins, villes, urbanisation dans le Monde arabe aujourd'hui. Algérie, Émirats du Golfe, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie*, Tours, URBAMA, n° hors série des Fascicules de Recherches, 181 p.
- Miossec J.-M., 2000, « Pratiques commerciales et aire culturelle arabo-islamique. Du *sûq* au supermarché à Tunis, une évolution contrariée ? », pp. 179-196, in Balland D. (édit.), *Hommes et Terres d'Islam. Mélanges offerts à Xavier de Planhol*, Téhéran, Institut Français de Recherche en Iran, tome II, 382 p.
- Monnet J. et Capron G. (édit.), 2000, *L'urbanité dans les Amériques. Les processus d'identification socio-spatiale*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 220 p.
- Naciri M., 1985, « Regards sur l'évolution de la citoyenneté au Maroc », pp. 37-59, in *Citadins, villes, urbanisation dans le Monde arabe aujourd'hui. Algérie, Émirats du Golfe, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie*, Tours, URBAMA, n° hors série des Fascicules de Recherches, 181 p.
- Navez-Bouchanine F., 1991, « Modèle d'habiter et crise de l'urbain : la situation vue à partir du Maroc », *Espaces et Sociétés*, n° 65 [Succès de la ville, crise de l'urbanité], Paris, pp. 85-108.
- Navez-Bouchanine F., 1994, « Initiatives populaires et développement urbain », *Monde arabe, Maghreb/Machrek*, Paris, La Documentation Française, n° 143 [Monde arabe, villes, pouvoirs et société], pp. 56-68.
- Navez-Bouchanine F., 1996, « Citoyenneté et urbanité : le cas des villes marocaines », pp. 103-112, in Lussault M. et Signoles P. (dir.), *La citoyenneté en questions*, Tours, URBAMA, Fascicule de Recherches n° 29 et MSV, coll. « Sciences de la ville », n° 13, 181 p.
- Navez-Bouchanine F., 1997, *Habiter la ville marocaine*, Casablanca, Gaëtan Morin et Paris, L'Harmattan, 315 p.
- Navez-Bouchanine F., 2002 a, *Les interventions en bidonville au Maroc. Une évaluation sociale*. Publications de l'ANHI, Rabat, 302 p.
- Navez-Bouchanine F. (dir.), 2002 b, *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?* Paris, L'Harmattan, 412 p.
- Navez-Bouchanine F. (dir.), 2004, « L'Entre-Deux » des politiques institutionnelles et des dynamiques sociales. Liban, Maroc, Algérie, Mauritanie, Équipe EMAM, UMR 6173 CITERES, Université de Tours et CNRS, Rapport de synthèse pour le Programme de Recherche Urbaine pour le Développement (PRUD), sur financement MAE, ronéo, 173 p. (en cours de publication).
- Navez-Bouchanine F. et Berry-Chikhaoui I., 2005, « L'entre-deux des politiques urbaines et des dynamiques sociales dans les villes marocaines. Injonctions et résistances à l'éviction dans le

- contexte du renouvellement ou de l'aménagement urbains », pp. 43-96, in de Miras C. (dir.), *Intégration à la ville et services urbains au Maroc*, Paris, IRD et Rabat, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme, 478 p.
- Safar Zitoun M. et Hafiane A., 2004, « Les effets sociaux des politiques de relogement dans les villes d'Alger et d'Annaba », in Navez-Bouchanine F. (dir.), « *L'Entre-Deux* » des politiques institutionnelles et des dynamiques sociales. Liban, Maroc, Algérie, Mauritanie, Équipe EMAM, UMR 6173 CITERES, Université de Tours et CNRS, Rapport de synthèse pour le Programme de Recherche Urbaine pour le Développement (PRUD), sur financement MAE, ronéo, 173 p. (en cours de publication).
- Séchet R. et Veschambre V. (dir.), 2006, *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 393 p.
- Semoud N., 2001, *Les Stratégies d'appropriation de l'espace à Alger*, Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire et Perspectives méditerranéennes », 270 p.
- Sidi Boumedine R., 1996, « La citadinité : une notion impossible ? », pp. 49-56, in Lussault M. et Signoles P. (dir.), *La citadinité en questions*, Tours, URBAMA, Fascicule de Recherches n° 29 et MSV, coll. « Sciences de la ville », n° 13, 181 p.
- Signoles P., 1987, « Évolution et fonctionnement de l'espace migratoire de Tunis : les grands courants migratoires vers la capitale », pp. 503-542, in *Hommage au Professeur Gérard Maurer, Études Méditerranéennes*, Fasc. 11, Centre Interuniversitaire d'Études Méditerranéennes, Université de Poitiers.
- Signoles P. (coord.), 2005, *Faire la ville en périphérie. Territoires et territorialités dans les grandes villes du Maghreb*. Texte en réponse à l'appel à projets. Projet mobilisateur financé par le FSP (Ministère des Affaires étrangères). « Appui à la coopération pour la recherche en sciences humaines et sociales entre le Maghreb et la France », 2005-2008. Coordination scientifique : Pierre Signoles, Équipe EMAM, UMR 6173 CITERES, CNRS et Université de Tours, texte inédit, en ligne à l'adresse http://citeres.univ-tours.fr/compo.php?niveau=emam&page=p_emam/contrats/fsp
- Tarrius A., 2002, *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades des économies souterraines*, Paris, Balland, 169 p.
- Troin J.-F., 1985, « Préface », p. 1, in *Citadins, villes, urbanisation dans le Monde arabe aujourd'hui. Algérie, Émirats du Golfe, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie*, Tours, URBAMA, n° hors série des Fascicules de Recherche, 181 p.
- Troin J.-F., 1995, « Urbanisation et villes », pp. 215-250, in Troin J.-F. (coord.), *Maghreb, Moyen-Orient, Mutations*, Paris, SEDES, 348 p.